



Prévention et réussite éducative

Intervention du 1^{er} juillet 2021 :

Pour mes collègues et moi-même, impossible de conclure sans évoquer l'urgence. Dans bien des territoires ces dernières semaines, nous avons connu, avec les confinements / déconfinements, de véritables tensions et conflits dans l'espace public. La Roseraie occupe la Une des médias, mais le phénomène est plus complexe, entre par exemple des individus qui décompensent psychologiquement du fait de l'isolement, en rendant impossible la vie au sein d'une même cage d'escalier, et des guerres d'influence entre bandes trafiquantes. Au milieu, nous avons des jeunes, des habitants quelquefois désœuvrés qui basculent. La Police intervient quand il y a le feu, mais à côté, en lien avec les mairies et les bailleurs, le Département doit apporter une réponse sociale et éducative et intervenir à son échelle.

J'ai vu ces derniers mois des quartiers jusque-là épargnés, comme les Justices à Angers, basculer doucement vers des situations plus préoccupantes pour l'avenir. Il ne s'agit pas d'exagérer les réalités, mais il faut un langage de vérité : les confinements ont déstabilisé certains territoires plus que d'autres. Il y a urgence et une partie de l'enveloppe de 8M€ pour dépenses imprévues inscrite au budget supplémentaire doit être utilisée à cette fin pour que l'été se passe le mieux possible.

Grégory Blanc

Intervention du 15 juillet 2021 :

A cette session, nous faisons le constat que pas une seule décision budgétaire n'est sur la table. Vous remettez en route la collectivité et nous le comprenons. Mais le monde ne s'est pas arrêté en nous attendant. Depuis un an, nous alertons session après session sur les tensions sociales et l'impact des confinements. Il n'est pas possible, je le disais le 1^{er} juillet dernier, de laisser cet été autant de gamins zoner au bas des immeubles à la porte des trafics. La situation s'est aggravée. Il faudra sans doute se questionner plus globalement sur la situation de la jeunesse, il ne s'agit pas d'opposer jeunesse rurale / urbaine. Mais en l'espèce, il y a là une urgence de se questionner, bien qu'elle concerne plus certains territoires et moins d'autres. Notre responsabilité est notamment la protection de l'enfance. Nous vous demandons que soit débloquée une partie des 8M€ inscrits pour dépenses imprévues, pour l'ASEA et la prévention spécialisée et/ou les centres sociaux, afin que des actions hors les murs soient renforcées dans l'été. Il y a urgence, il faut la traiter, et nous souhaitons qu'une délibération soit remise sur table cet après-midi lors de la Commission permanente, à cet effet.

Grégory Blanc